

L'OPECST AU COURS DE LA XIII^{ème} LÉGISLATURE

La composition de l'OPECST

Le collège des membres de l'OPECST a été modifié à l'issue des élections législatives de 2007, puis des élections sénatoriales de septembre 2008 et septembre 2011. En outre, plusieurs membres ont démissionné pour rejoindre des fonctions incompatibles avec un mandat parlementaire (Corps préfectoral, ou Conseil économique, social et environnemental). A la fin de la XIII^{ème} législature, l'OPECST comptait seulement, sur ses trente-six membres, neuf députés et trois sénateurs qui étaient déjà membres à la fin de la XII^{ème} législature.

La présidence et la première vice-présidence ont changé, conformément à l'usage établi d'une alternance entre les deux chambres à chaque renouvellement partiel du Sénat. C'est ainsi que l'Office a d'abord maintenu à sa présidence, le 10 juillet 2007, M. Henri REVOL, sénateur ; ensuite, il a élu Président, le 12 novembre 2008, M. Claude BIRRAUX, député, puis M. Bruno SIDO, sénateur, le 10 janvier 2012. Aux mêmes dates, la vice-présidence est successivement revenue à M. Claude BIRRAUX, Député, puis à M. Jean-Claude ETIENNE, sénateur (remplacé en cours de mandat, le 11 janvier 2011, par M. Bruno SIDO, sénateur), enfin de nouveau à M. Claude BIRRAUX, député.



Les parlementaires membres de l'OPECST (31/01/2012)

Les rapporteurs

Dans la moitié des cas, soit douze études sur vingt-quatre, les travaux ont été conduits par deux rapporteurs au moins ; l'étude sur la sécurité nucléaire et l'avenir de la filière nucléaire a été dirigée par le président de l'OPECST et deux rapporteurs membres de l'OPECST, l'un député, l'autre sénateur, dans le cadre d'une mission d'information *ad hoc* de 51 membres, regroupant autour de l'OPECST des députés et des sénateurs des trois commissions permanentes compétentes à l'Assemblée nationale et au Sénat en matière d'énergie et d'environnement.

Les deux co-rapporteurs, dans huit cas sur douze, étaient deux députés, l'un de la majorité, l'autre de l'opposition. Dans les quatre autres cas, il s'agissait d'un député et d'un sénateur, et deux fois sur quatre, l'un appartenait à la majorité, l'autre à l'opposition.

Les douze rapporteurs ayant conduit leur étude sans concours d'aucun autre collègue de l'OPECST se sont partagés pour moitié entre membres de la majorité et membres de l'opposition.

Les auditions publiques

Les auditions publiques permettent d'alterner les exposés individuels et les moments de débats en un temps resserré, une demi-journée ou une journée ; elles présentent l'intérêt de confronter les points de vue les plus divergents sur une question, au su et au vu des membres de l'OPECST qui les organisent, ainsi placés dans les meilleures conditions pour apprécier la

pertinence des arguments avancés. Elles garantissent au surplus la transparence des travaux de l'OPECST, qui s'attache à en diffuser les images, et à en publier les actes.

Cette méthode d'investigation est utilisée pour recueillir de l'information dans le cadre d'une étude réalisée sur saisine, à côté des auditions particulières organisées par les rapporteurs sur rendez-vous. Mais, depuis une initiative prise en 2000 à l'occasion de la crise de l'encéphalite spongiforme bovine, l'OPECST a progressivement développé aussi le recours aux auditions publiques sur des questions mises en valeur par l'actualité, dont il considère, au-delà des saisines, qu'elles relèvent de sa mission d'évaluation dans les domaines scientifiques et technologiques. Parfois, c'est aussi le moyen pour l'OPECST d'assurer, après plusieurs années, le suivi d'une question antérieurement traitée dans le cadre d'un rapport sur saisine.

Le bureau de l'OPECST a décidé, en septembre 2010, de faire suivre toute audition publique, lors d'une prochaine réunion de l'OPECST, d'une présentation par les rapporteurs qui l'ont organisée des conclusions retenues, ces conclusions étant publiées en même temps que le contenu des débats.

Neuf de ces auditions publiques de suivi d'actualité avaient été organisées au cours de la législature précédente. Au cours de la XIII^{ème} législature, on en dénombre vingt, pour un total de 52 auditions publiques ouvertes à la presse en tenant compte de celles qui ont été organisées en lien direct avec une étude. Ce total n'avait pas excédé 17 pour la législature précédente sous ses deux formes : dans le cadre d'une étude ou en lien avec l'actualité. La fréquence des auditions publiques a donc plus que doublé au cours de la XIII^{ème} législature.

Les relations avec les organismes de recherche

Bien que cette mission n'ait pas été prévue initialement par la loi de 1983, l'OPECST a été conduit, dans le cadre de la fonction de contrôle du Parlement, à développer des relations

institutionnelles avec les acteurs de la communauté scientifique et technologique, qui ont pris une importance particulière au cours de la XIII^{ème} législature.



Réunion à l'Académie des Sciences (24/11/2009)

Certains de ces rendez-vous réguliers sont prévus par la loi, comme la présentation annuelle du rapport d'activité de l'Autorité de sûreté nucléaire (loi du 13 juin 2006), ou désormais celui de l'Agence de biomédecine (loi du 7 juillet 2011). Le partenariat annuel entre le Parlement et l'Académie des sciences, qui permet d'organiser des jumelages entre députés et sénateurs d'un côté, et académiciens et chercheurs de l'autre, pour être informel, n'en connaît pas moins un réel succès, dépassant désormais le cadre de l'OPECST. L'Académie des technologies a souhaité mettre en place un partenariat d'échanges continus avec l'OPECST. D'autres contacts ont pris la forme de visite de laboratoires, ou plus classiquement d'auditions. Le président de l'OPECST s'est en outre attaché à recevoir en entretien individuel de nombreuses personnalités du monde de la science et de la technologie.

Au cours de cette législature, cependant, l'OPECST a été amené à s'intéresser d'une façon plus large à l'organisation de la recherche française, en suscitant d'abord, en 2008, une audition publique relative à la valorisation technologique, puis en rendant, en 2009, à la demande du ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur, un avis concernant la stratégie nationale de recherche et d'innovation, ensuite en encourageant la création des alliances thématiques de recherche à travers une autre audition publique fin 2011. A la suite du lancement du Grand Emprunt, l'OPECST a

œuvré au rapprochement des alliances nationales de recherche et du Commissariat général à l'investissement, et une dernière audition publique, en janvier 2012, a dressé un premier bilan des investissements d'avenir.

Les domaines couverts

Les études relatives aux sciences du vivant et aux problématiques liées à la protection de la santé ont été de loin les plus fréquentes (14 rapports sur 24, et 4 auditions publiques d'actualité sur 20) : la bioéthique, le handicap, les pesticides, l'expérimentation animale, les cellules souches, la mutation des virus, l'obésité, l'impact sanitaire des lignes à haute tension ou encore de la téléphonie mobile, les perturbateurs endocriniens, la biologie de synthèse, les maladies monogéniques, les neurosciences, la radiothérapie, le dossier médical personnel, les sauts technologiques en médecine.

Les études touchant aux questions d'environnement viennent en deuxième position pour leur nombre (3 rapports et 5 auditions publiques d'actualité) : la pêche, la pollution en méditerranée, les zones polaires, les terres australes, les dispositifs d'alerte aux tsunamis, les tremblements de terre en France, les conséquences de l'éruption du volcan Eyjafjöll, les apports de la science au développement durable.

Le nombre des études relatives aux questions énergétiques a été nettement moindre (4 rapports sur 24, et 4 auditions publiques d'actualité sur 20), même si les analyses consécutives à l'accident de Fukushima ont pris une certaine ampleur.

D'autres études concernent des technologies ponctuellement mises en valeur par l'actualité : les semi-conducteurs, les barrages, les terres rares.

Il convient d'observer deux axes inédits dans les sujets abordés : d'une part, plusieurs études ont eu trait aux mécanismes mêmes du progrès technologique (la valorisation de la recherche, l'innovation, l'impact du principe de précaution,

la création du pôle technologique de Saclay) ; d'autre part, deux auditions publiques ont concerné le domaine des mathématiques.

Echanges internationaux

L'OPECST a poursuivi sa démarche d'ouverture aux savoirs et aux bonnes pratiques des pays étrangers par diverses voies complémentaires : premièrement, en continuant à appuyer ses investigations par des visites et des rencontres dans les divers endroits du monde pertinents pour les sujets traités (on peut mentionner à cet égard la dimension essentielle des déplacements en Allemagne et au Japon pour l'étude sur l'avenir de la filière nucléaire, ou du déplacement en Suisse pour l'étude sur l'efficacité énergétique des bâtiments) ; deuxièmement, en prenant part aux réunions d'échanges au sein de *l'European Parliamentary Technology Assessment* (EPTA), dont les partenaires ont été inversement sollicités plusieurs fois pour apporter leur éclairage au cours des auditions publiques ; troisièmement, en marquant la présidence française de l'Union européenne du second semestre 2008, par l'organisation, en septembre, d'un colloque sur le thème « Sciences, société et parlements », réunissant tous les principaux parlementaires en charge des questions scientifiques dans les Parlements d'Europe ; enfin, l'OPECST a contribué aux échanges avec la communauté scientifique internationale en recevant au cours de la législature, tâche assumée essentiellement en la personne de son président, une vingtaine de délégations étrangères venues recueillir l'expérience française dans divers domaines antérieurement abordés par l'OPECST.



*Délégation américaine de la Commission "Blue Ribbon"
Au centre, M. Claude Birraux, député (27/06/2011)*

Les rapports publiés

Date de publication	Titre		Origine de la Saisine	Rapporteur
23/01/2008	Les risques et dangers pour la santé humaine de substances chimiques d’usage courant : éthers de glycol et polluants de l’air intérieur. Évaluation de l’expertise publique et des choix opérés.		Bureau du Sénat (14 décembre 2004) et Commission des affaires économiques et du Plan du Sénat (15 décembre 2004)	Mme Marie-Christine Blandin, sénatrice
25/06/2008	L’évolution du secteur de la micro/nanoélectronique		Bureau du Sénat (2 décembre 2006)	M. Claude Saunier, sénateur
10/07/2008	Les apports de la science et de la technologie à la compensation du handicap		Assemblée nationale – Commission des Affaires sociales (30 juillet 2007)	Mme Bérengère Poletti, députée
09/07/2008	L’amélioration de la sécurité des barrages et ouvrages hydrauliques		Assemblée Nationale : Commission des Affaires économiques (18 juillet 2007)	M. Christian Kert, député
20/11/2008	L’évaluation de l’application de la loi du 6 août 2004 relative à la bioéthique		Loi n° 2004-800 du 6 août 2004 (article 40)	MM. Alain Claeys et Jean-Sébastien Vialatte, députés
11/12/2008	L’apport de la recherche à l’évaluation des ressources halieutiques et à la gestion des pêches		Bureau du Sénat (15 mars 2006)	M. Pierre-Marcel Cléach, sénateur
3/03/2009	L’évaluation de la stratégie nationale de recherche en matière d’énergie		Saisine législative : loi n°2005-781 du 13 juillet 2005 (article 10)	MM. Christian Bataille et Claude Birraux, députés
23/06/2009	Prévention et traitement de l’obésité : l’état de la recherche		Sénat - Commission des Aff. Sociales (28 mai 2009)	Mme Brigitte Bout et M. Jean-Claude Etienne, sénateurs
26/06/2009	Les impacts de l’utilisation de la chlordécone et des pesticides aux Antilles : bilan et perspectives d’évolution		Assemblée nationale - Commission des affaires économiques (16 octobre 2007) Sénat (23 octobre 2007)	M. Jean-Yves Le Déaut, député et Mme Catherine Procaccia, sénatrice
04/11/2009	Les incidences éventuelles sur la santé de la téléphonie mobile		Bureau de l’Assemblée Nationale (1 ^{er} juillet 2008)	M. Alain Gest, député
04/12/2009	La performance énergétique des bâtiments : comment moduler la règle pour mieux atteindre les objectifs ?		Assemblée Nationale Commission des Affaires économiques (24 mars 2009)	MM Christian Bataille et Claude Birraux, députés

Date de publication	Titre	Origine de la Saisine	Rapporteur
09/12/2009	Expérimentation animale en Europe : quelles alternatives ? Quelle éthique ? Quelle gouvernance ? 	Bureau de l'Assemblée nationale (26 mai 2008)	MM. Michel Lejeune et Jean-Louis Touraine, députés
19/02/2010	Mutation des virus et gestion des pandémies. L'exemple du virus A(H1N1) –rapport d'étape	Assemblée Nationale - Commission des Affaires culturelles, familiales et sociales (2 juin 2009)	M. Jean-Pierre Door, député et Mme Marie-Christine Blandin, sénateur
29/04/2010	Pesticides et santé	Assemblée Nationale - Commission des Affaires économiques (16 octobre 2007)	M. Claude Gatignol, député et Jean-Claude Etienne, sénateur
27/05/2010	Les effets sur la santé et l'environnement des champs électromagnétiques produits par les lignes à haute tension et très haute tension	Sénat - Commission des Affaires économiques (27 mai 2008)	M. Daniel Raoul, sénateur
24/06/2010	Mutation des virus et gestion des pandémies – rapport final. 	Assemblée Nationale - Commission des Affaires sociales (2 juin 2009)	M Jean-Pierre Door, député et Mme Marie-Christine Blandin, sénateur
08/07/2010	La recherche sur les cellules souches (Évaluation de l'application de l'article 26 de la loi bioéthique) 	Loi n° 2004-800 du 6 août 2004 (article 26)	MM. Alain Claeys et Jean-Sébastien Vialatte
19/01/2011	L'évaluation du plan national triennal de gestion des matières et déchets radioactifs 	Loi du 30 décembre 1991 relative aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs	MM. Claude Birraux, et Christian Bataille, députés
14/06/2011	La France et les îles subantarctiques 	Sénat - Commission des finances (2 février 2010)	M. Claude Birraux, député

Date de publication	Titre	Origine de la Saisine	Rapporteur
21/06/2011	La pollution de la Méditerranée : état et perspectives à l'horizon 2030	Sénat - Bureau (7 avril 2009)	M. Roland Courteau, sénateur
30/06/2011	Mission parlementaire sur la sécurité nucléaire, la place de la filière et son avenir – Rapport d'étape	Sénat - Président de la commission de l'économie et du développement durable (23 mars 2011) Bureau de l'Assemblée nationale (18 mars 2011)	M. Christian Bataille, député et M. Bruno Sido, sénateur
12/07/2011	Les perturbateurs endocriniens, le temps de la précaution	Sénat - Commission des Affaires sociales (18 février 2010)	M. Gilbert Barbier, sénateur
15/12/2011	Mission parlementaire sur la sécurité nucléaire, la place de la filière et son avenir – Rapport final	 Sénat - Président de la commission de l'économie et du développement durable (23 mars 2011) Bureau de l'Assemblée nationale (18 mars 2011)	MM. Christian Bataille, député, et Bruno Sido, sénateur
24/01/2012	L'innovation à l'épreuve des peurs et des risques	 Assemblée Nationale - Bureau (28 octobre 2010)	MM. Claude Birraux et Jean-Yves Le Déaut
15/02/2012	Les enjeux de la biologie de synthèse	 Assemblée Nationale - Commission des Affaires Culturelles (12 octobre 2010)	Mme Geneviève Fioraso, députée
13/03/2012	L'impact et les enjeux des nouvelles technologies d'exploration et de thérapie du cerveau	 Assemblée Nationale - Commission des Affaires sociales (04 novembre 2010)	MM. Alain Claeys et Jean-Sébastien Vialatte, députés
28/03/2012	Les maladies monogéniques	 Assemblée Nationale - Commission des Affaires sociales (12 octobre 2010)	MM. Claude Birraux et Jean-Louis Touraine, députés

2007

Radiothérapie : efficacité des traitements et maîtrise des risques

2008

Faut-il créer un Observatoire de l'Arctique

Science, société et parlement

Évaluation de l'application de l'article 19 de la loi de programme pour la recherche

Les biocarburants

2009

Clôture de la 4^e année polaire internationale

Face à la grippe A(H1N1) et à la mutation des virus, que peuvent faire chercheurs et pouvoirs publics ?

Les dispositifs d'alerte aux tsunamis en France et dans le monde

Le dossier médical personnel (DMP) : Quel bilan d'étape pour quelles perspectives ?

Le principe de précaution : bilan de son application quatre ans après sa constitutionnalisation

L'état des conditions d'approvisionnement en électricité de la France cet hiver

L'uranium de retraitement : défis et enjeux

2010

La gestion des pandémies : H1N1, et si c'était à refaire ?

La France est-elle préparée à un tremblement de terre

Les leçons à tirer de l'éruption du volcan Eyjafjöll

Les apports des sciences et technologies à l'évolution des marchés financiers

Les mathématiques en France et dans les sciences

2011

Les Alliances, une nouvelle dynamique pour la recherche

Les enjeux des métaux stratégiques, le cas des terres rares

Les sauts technologiques en médecine

La crise de Fukushima :

- La crise nucléaire au Japon
- La gestion post-accidentelle des crises nucléaires
- La gestion de crise en cas d'accident nucléaire
- Les installations nucléaires françaises face aux risques naturels
- Les protections des réacteurs nucléaires
- L'organisation de la sécurité nucléaire
- La transparence en matière de sécurité nucléaire
- Evolution de la consommation électrique et économie d'énergie
- Energies alternatives : gestion de l'intermittence et maturité des technologies

L'innovation à l'épreuve des peurs et des risques : l'avenir du plateau de Saclay

L'évaluation de la présence française dans les îles subantarctiques

2012

Les investissements d'avenir, un nouvel élan pour la recherche française.

Rapports en cours

Les perspectives d'évolution de l'aviation civile à l'horizon 2040 – Saisine du Bureau du Sénat (12/07/2010) – Rapporteur : M. Roland Courteau, sénateur

Les enjeux et perspectives de la politique spatiale européenne – Saisine du Sénat (Président de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire) (24/01/2012) – Rapporteurs : Mme Catherine Procaccia et M. Bruno Sido, sénateurs.

Juin 2012